

Rapport Annuel 2000/01



Union Africaine des
Télécommunications

novembre 24, 2003



Table des Matières

Présentation Générale : portée, points saillants... 2
Communication du Président... 3
Communication du Secrétaire – Générale... 5
L'exécution des résolutions... 7
Les Activités du Partenariat Régional... 8
Les Activités du Partenariat Global... 10
Les Finances : revenus, dettes arriérés, dépenses, relevé de... 11
Les Abréviations... 13

Nous Contacter ...

Secrétaire - Général
Union Africaine des Télécommunications
Postale : P.O. Box 35282 Nairobi 00200 Kenya
Courier : Posta Sacco Plaza, 11^{ème} étage,
Monrovia Street, Nairobi
Tél : +254 20 216678 / 722 203132 / 733 334420
Fax : +254 20 219445 / 219478
Courriel : sg@atu-uat.org
Site Web : www.atu-uat.org

Information design...

info@teknozell.co.ke

www.teknozell.co.ke



Présentation Générale : portée, points saillants ...

Portée du rapport

Ce rapport recouvre les activités de l'Union Africaine des Télécommunications (UAT) du 1er juin 2000 au 31 mars 2001 pour l'année budgétaire 2000-2001. C'est aussi au cours de cette période que le secrétariat a entrepris une série d'activités relatives à la mise en exécution des décisions et des résolutions qui avaient été prises par le conseil administratif et la conférence des plénipotentiaires. Toutes les activités contribuaient...

- à la coopération internationale et au partenariat dans le cadre de la mondialisation ;
- à l'accélération de l'intégration régionale des marchés ;
- à attirer les investissements pour les infrastructures d'accès et d'appui ;
- au développement du pouvoir institutionnel et de la propriété intellectuelle (investir dans les masses populaire) ; et
- au partage de l'information et du savoir.

Points saillants

Dans les limites des ressources à sa disposition, le secrétariat a lancé toute une gamme d'activités ambitionnant...

- l'éveiller de l'intérêt des membres et d'autres partenaires au moyen de services et produits innovateurs : sites Web, annuaires continentales et bulletins. cette stratégie sera mise en valeur dans le futur;
- la création des partenariats à travers des forums et conférences collectifs;
- le renforcement de la capacité participative des États membres engagés dans les conférences internationales, et ce, en favorisant des positions communes.

L'UAT devra miser sur sa renommée croissante comme une actrice principale et expérimentée pour le développement rapide des info-communications en Afrique, s'efforcer d'améliorer sa performance et chercher à créer des partenariats nouveaux et plus puissants.

Bref aperçu de l'UAT...

Créée le 7, décembre 1999, l'Union Africaine des Télécommunications est la première organisation continentale encourageant le développement des infrastructures et les services des technologies de l'information et de la communication.

L'objet de l'Union c'est de mettre sur pied le développement rapide des info-communications en Afrique dans le but d'atteindre l'accès universel, et l'interconnectivité totale entre pays

L'Union envisage une Afrique habilitée comme participante entière et active dans la société globale de l'information et des connaissances

Adhésion... Actuellement, l'UAT comprend 46 pays membres et 10 membres associés (avec des opérateurs Télécoms réseaux fixes et réseaux mobiles / cellulaires).



Communication du Président...

Je suis encouragé de constater que les États membres ont continué à montrer davantage leur engagement et soutien pour l'UAT, particulièrement au cours de la période difficile de transition à la Nouvelle Union. Pour que l'UAT réalise sa vision de faire de l'Afrique une participante égale et active dans la société globale d'information, les pays africains doivent nécessairement réévaluer leur contrat pour soutenir l'Union. Le gouvernement du Kenya attache beaucoup d'importance à l'UAT en tant qu'agence mandatée par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) pour coordonner harmonieusement et promouvoir le développement rapide des info-communications en Afrique.

Pour cette raison, le gouvernement du Kenya, comme hôte provisoire du Quartier Général de l'UAT, a maintenu une assistance considérable à l'Union. Le gouvernement ratifie actuellement la constitution et la convention de l'UAT, et de même, effectue des amendements à l'accord conclu entre le gouvernement de la république du Kenya et l'Union Africaine des Télécommunications.

Je profite de cette occasion pour faire appel aux États membres homologues de réaliser leurs obligations financières envers l'UAT afin de garantir l'opération régulière des visions que nous avons, nous tous, établit lors de la création de la nouvelle Union.

L'Afrique réclament la téléphonie fondamentale en pleurant. Nous avons noté que les télécommunications – comme un avantage social et un 'facilitateur' économique à la fois – ont le pouvoir de transformer, radicalement, la vie des milliers des nos peuples.

Que le développement des télécommunications en Afrique est plus urgent qu'ailleurs au monde est une évidence partagée. Ce qui nous concerne c'est, péniblement, la croissance lente des nouvelles tendances-clés qui menace de dérailler notre poursuite d'ensemble de non seulement transformer l'économie de l'Afrique, mais aussi faire la soudure du déséquilibre digital et des lacunes des info-communications entre nous et le reste du monde.

En Afrique sub-saharienne, par exemple, la moyenne de télédensité est d'environ 0,5 ; fait qui se traduit par une ligne téléphonique pour tous les 200 personnes. Selon les estimations de l'UIT, il y a quelques années, il y existe moins de 14 millions de lignes fixes servant plus de 740 millions d'Africains. Aux États-unis, il y a bien au-delà de dix fois ce chiffre, et juste pour un tiers de la population. Afin de nous engager au même niveau en commerce global, l'Afrique doit redoubler ses efforts en prenant des mesures nécessaires pour corriger le déséquilibre au regard des infrastructures globales des télécommunications.

C'est à partir de ce scénario que le reste du continent doit se rallier à nos côtés pour faire monter de nobles initiatives telles qu'African connection. Le lancement d'African connection, il y a moins d'une année, est sans aucun doute le catalyseur dont le continent en a besoin pour assumer sa place légitime dans la société globale de l'information.

Avec une population constituant 12 % de la population du monde, l'Afrique doit rassembler ses ressources pour participer rentablement et profiter de la société globale de l'information. C'est à nous, les Africains, de se mettre au premier plan de tout ce qui concerne le développement accéléré des infrastructures régionales et continentales.

Je suis content d'annoncer que nous, dans la Communauté Est-Africaine, avons mis sur pied la création d'une zone unique du marché des télécommunications et d'investissement. Le projet Est-africain de transmission digital, d'une valeur de 60 millions de dollars, vise l'introduction des technologies ultramodernes pour accommoder les exigences incessantes de la région. Ce genre



d'initiatives courageuses doit être encouragé même devant les enjeux techniques et logistiques face à leur exécution.

Je conseillerais les autres États membres de l'Union d'embrasser ce genre de coopération pour établir des podiums pour la réalisation de la vision de African Connection, visant à pourvoir aux besoins d'une base solide pour les marchés régionaux et l'harmonisation des politiques concernant la technologie des info-communications. Considérant le paysage des télécommunications en Afrique, notre position peut être peu enviable mais nous sommes conscients de l'immense potentiel qui existe dans le continent pour le développement et l'expansion. Avec l'arrivée des nouvelles technologies, pourvoir aux besoins en télécommunications ne devrait pas être un cauchemar pour nos fournisseurs d'accès actuels et futurs. Les nouvelles technologies sans fil et d'interruption digne de foi, facile à installer et à maintenir rendront un service profitable à nos populations affamé de communication.

L'Afrique présente un environnement des télécommunications fortement rentable, et les investisseurs qui saisissent cette opportunité seront récompensés. Donnée la situation économique de la plupart des pays africains, l'argent liquide est sollicité des sources privés.

Dans les limites du cadre d'un régulateur fort et d'un environnement de travail à la fois transparent et prévisible, il n'y a aucune raison pourquoi les investisseurs ne devraient pas enregistrer des revenus fructueux.

Encore une fois, l'UAT a joué un rôle important à cet égard à travers son encouragement de la participation du secteur privé dans les initiatives de l'Union. L'Union mérite d'être louée pour avoir ouvert ses portes au secteur privé en permettant l'adhésion des membre associés, renforçant, par la suite, la participation du secteur privé dans ce qui a été précédemment considéré comme une affaire du secteur public.

Hon. Musalia Mudavadi
Ministre de l'Information, des Transports et des Communications, Kenya



Communication du Secrétaire – Générale...

Je voudrais, au nom de l'Union, remercier le gouvernement du Kenya pour un appui opportun, continu et fort important dont l'Union a bénéficié depuis l'implantation provisoire de son Secrétariat Général à Nairobi en 1997. Ce soutien est, certes, une illustration ample de son engagement envers la cause de la coopération régionale et l'intégration économique.

D'abord nous reconnaissons les contributions méritoires par les administrations des États membres, et l'Équipe du Projet de Structuration qui a établi la stratégie pour la transformation de l'ancien Union Pan-Africaine des Télécommunications (UPAT) à la nouvelle Union Africaine des Télécommunications (UAT). Bien que l'UAT atteint le niveau de la première institution en Afrique du développement des TIC, elle se doit à une nouvelle base forte établit par les quelques fournisseurs d'accès au continent. Nous sommes fort convaincu qu'en reconnaissant les réalisateurs, nous développons la disposition de ces gens pour atteindre les masses critiques, fait qui permettra le 'décollage' économique de l'Afrique. Les jeunes de ce continent doivent voir que les Africains prennent des initiatives pour s'adresser à leurs problèmes de façon unique, et que l'esprit de la 'renaissance africaine' est bien installé.

Deuxièmement, à travers le lancement de l'annuaire continentale de l'UAT, nous commémorons un événement marquant le trajet de l'Union vers la réalisation d'une organisation centré sur la connaissance. Cet événement couronne les lancements précédents du site Web et du bulletin de l'UAT. Le site Web attire déjà des milliers de visiteurs alors que le bulletin a été bien reçu par nos dépositaires d'enjeu régionaux et globaux. En lançant l'édition 2001 de l'annuaire continentale de l'UAT, nous nous assurons que, désormais, nous produisons des éditions annuelles. Nous ciblerons ces publications aux investisseurs, domestiques et étrangers ; et aussi aux personnes intéressées par la création des partenariats, des alliances et des associations fructueuses dans le continent. C'est une base de contact unique pour les responsables des politiques, les administrateurs, les régulateurs et opérateurs en Afrique. Le secrétariat servira des copies à ceux intéressés au prix de équivalant le coût de production et de livraison.

En troisième lieu, nous nous concentrons sur les tendances et questions, régionales et globales qui créent le contexte dans le quel nous opérons. Les réformes à l'OUA et à l'UIT font part des fondements essentiels de travail sur lesquels fonder nos futures stratégies. Les expériences pratiques et les points de vue des promoteurs de la connectivité des TIC, à savoir, RASCOM, COMTEL et African connection Centre sont également pertinentes. Avec la mondialisation créée par la libéralisation des marchés, la privatisation et la convergence des technologies, il est important de partager des perspectives sur les possibilités de partenariats globaux avec d'autres organisations régionales.

L'Union a fait de grands progrès en mettant en lumière les opportunités d'investissement se trouvant dans le continent, et encore que la circulation encourageante des capitaux, particulièrement dans les secteurs de la téléphonie cellulaire, de l'Internet et de fibre-optique commence à se réaliser rapidement. De plus en plus des pays africains stimulent cette tendance en reformant leurs secteurs des Telecoms, établissant des institutions régulatrices et autorisant les opérateurs cellulaires du secteur privé. Les projets d'ensemble et les partenariats stratégiques pour la privatisation des opérateurs Télécoms publics deviennent des méthodologies-normes pour obtenir les capitaux requis pour 'déployer' les avantages des TIC au peuple.

Parmi les activités de l'UAT qui on contribués aux tendances émergentes dans le continent comprennent...



- le lancement d'African Connection Centre for Strategic Planning, basé à Midrand, Afrique du Sud, en Octobre 2000. Ce centre est dirigé par une ancienne étudiante dynamique de Harvard, Mme Mavis Sintim-Misa ;
- la participation des délégations de l'UAT au niveau de l'équipe de gestion à World Telecommunications Standards Assembly, Montréal, Canada, Octobre 2000. Plus tard, les délégations de l'UAT ont été élues aux positions de l'équipe de gestion, de groupes importants d'études y compris celui pour l'émergence des technologies de troisième (3G/IMT 2000).
- l'organisation d'un événement d'ensemble avec l'UIT, le Forum for African Telecommunications Regulators, à Gaborone, Botswana en Octobre 2000
- le lancement du processus consultatif pour la création de WATRA (West African Telecommunications Regulatory Association) à Abuja, Nigeria en Septembre 2000.
- le lancement du site Web de l'UAT, le bulletin de l'UAT et l'annuaire continentale.

Pourtant, les enjeux pour faire la soudure du déséquilibre digital restent. Au cours de l'année prochaine, nous examinerons de nouveaux mécanismes pour de rehausser des partenariats régionaux et globaux. De même, nous nous tâcherons à réviser les stratégies pour renforcer la base de performance du secrétariat, et à examiner les méthodologies de travail pour une participation plus efficace dans des conférences globales ; pour un consensus politique, la détermination de standards et la conclusion de traités vis-à-vis la radiocommunication.

La poussée d'ensemble de nos projets tournera autour de la création d'un consensus en ce qui concerne les dispositions pratiques de hausser les investissements, développer les ressources humaines et bâtir un stade électronique pour l'échange d'information, d'expérience et de meilleur pratique.

Jan Mutai
Secrétaire - Général, UAT



L'exécution des résolutions...

Au cours de la période en question, le secrétariat s'est engagé à exécuter des décisions et résolutions adoptées par...

La 4^{ème} Session Extra-ordinaire de la Conférence des Plénipotentiaires, tenu à Cape Town du 6 au 7 décembre 1999, a avancé le processus de la structuration de l'Union en adoptant...

- des stratégies pour le renforcement de la situation financière de l'Union à travers les contributions des États membres ;
- le programme pour la période de transition ;
- les instruments juridiques de l'Union : la constitution, la convention et les règles et réglementations s'y rapportant ;
- les directives pour la création des programmes visant l'éveil de conscience pour l'Union ;
- le protocole d'entente à propos du Quartier-Général provisoire de l'Union.

La 6^{ème} Session ordinaire de la Conférence des Plénipotentiaires qui a eu lieu à Lusaka (Zambie) en août 1998 a mis au point les stratégies pour la création de la nouvelle Union en adoptant...

- le rapport de l'équipe de l'exécution de la structuration ;
- African Connection comme le Plan Stratégique de l'Union ;
- des mesures pour rehausser la capacité en vue de réaliser les recommandations de la structuration, et ce, à travers une augmentation des contributions financières ;
- le protocole d'entente pour le Quartier-Général de l'Union.

Conférence des Plénipotentiaires et du Conseil Administratif

La 4^{ème} Session Extra-ordinaire de la Conférence des Plénipotentiaires, Cape Town, du 6 au 7 décembre 1999.

La 6^{ème} Session ordinaire de la Conférence des Plénipotentiaires, Lusaka (Zambie), août 1998.



Les Activités du Partenariat Régional...

En juin 2000, le secrétariat a été invité à participer au Sommet Africain sur l'Internet et les Telecoms organisé par l'UIT en collaboration avec l'Organisation du Commonwealth des Télécommunications, tenu à Banjul, Gambie. L'UAT a profité de l'occasion pour articuler sa vision en ce qui concerne la manière d'établir une infrastructure d'information moderne (africaine).

Encore en juin, le secrétariat a été invité à participer au Séminaire sur les Nouvelles Technologies des Télécommunications organisé par COMESA, en collaboration avec l'UIT, qui a eu lieu à Lusaka, Zambie. Les participants ont donné leurs points de vue concernant les technologies appropriées pour être utilisées dans la région de COMESA, et ce, pour un réseau intégré des télécommunications à être mis en exécution par une société privée – COMTEL.

Puis en juillet 2000, le Secrétaire général accompagné d'un officier de conférences a participé aux réunions du comité des ambassadeurs de l'OUA / CEA et du conseil des ministres, tenues à Lomé, au Togo. Le Secrétaire général, profitant de l'occasion, a entamé toute une série des discussions avec des responsables des industries.

Et en août 2000, le Comité Ministériel de Surveillance supervisant l'exécution du plan stratégique de l'UAT a convoqué une réunion à Washington DC. Le Secrétaire général a assisté à la réunion. Au cours de la réunion, Mme Mavis Ampah Sintim-Misa a été nommée responsable en chef d'*African Connection*. Le Secrétaire-général a aussi profité de l'occasion pour assister à AFCOM 2000 où il a attiré l'attention des participants sur la vocation de l'UAT.

En septembre 2000, une délégation comprenant le Secrétaire-général, deux experts et l'officier de conférences ont séjourné à Sun City, en Afrique du Sud, participer au sommet *ACT 2000*. L'ordre du jour de l'UAT à la réunion, entre autres, a abordé...

- la réunion d'ensemble des comités du développement et de la technique du Conseil Administratif ;
- la réunion préparatrice pour WTSA-00 ; et
- la création d'un stade d'exposition de l'UAT pour lancer la campagne de rassemblement des membres associés et le site Web de l'Union.

Aussi en septembre, le Secrétaire-général a articulé le rôle de l'UAT dans le développement des télécommunications en Afrique au Sommet Africain de l'Internet tenu à Abuja, au Nigeria. L'idée d'établir l'Association Ouest-africain des Télécommunications (WATRA) a été conçue au Sommet.

Bref aperçu...

Sommet Africain sur l'Internet et les Telecoms organisé par l'UIT en collaboration avec l'Organisation du Commonwealth des Télécommunications, tenu à Banjul, Gambie, juin 2000.

Séminaire sur les Nouvelles Technologies des Télécommunications, Lusaka, Zambie, Juin 2000.

Réunions du comité des ambassadeurs de l'OUA / CEA et du conseil des ministres, Lomé, Togo, Juillet 2000.

Comité Ministériel de Surveillance, Washington DC, Août, 2000.

Sommet Africain de l'Internet, Abuja, au Nigeria, Septembre, 2000.

Atelier sur l'Harmonisation du Cadre Régulateur des Télécommunications, Lusaka, Zambie, Octobre 2000.

Forum pour les Régulateurs Africains, Gaborone, Botswana, Octobre 2000.

GSM African Interest Group meeting, Cape Town, Afrique du sud, Novembre, 2000.

Atelier sur les coûts, les tarifs et les calculs des taux d'interconnexion, Windhoek, Namibie, Janvier 2001.



Puis en octobre 2000, le Secrétariat a été invité à participer à l'atelier sur l'Harmonisation du Cadre Régulateur des Télécommunications, organisé par COMESA en Lusaka, Zambie. L'UAT a présenté un document qui propose l'établissement d'une agence régulatrice régionale qui captivera les investissements du secteur privé pour des projets régionaux.

Encore en octobre, l'UAT en collaboration avec l'UIT a organisé un Forum pour les Régulateurs Africains à Gaborone, au Botswana. Les participants ont noté qu'environ 50 % des pays africains avaient encore à entreprendre les réformes régulatrices. Là où la réforme avait eu lieu, des difficultés importantes se présentaient, comme le financement des entités régulatrices, les standards d'interconnexion, le développement des tarifs sur mesure, la gestion de spectre, le service universel et les obligations d'accès.

Et en novembre 2000, le Secrétaire-général a assisté à la réunion de *GSM African Interest Group*, tenue à Cape Town, Afrique du Sud. Sa présentation a révélé comment l'UAT créait les partenariats des secteurs public et privé, pour la participation africaine dans la société globale de l'information.

En janvier 2001, le Secrétariat a participé à un atelier sur les coûts, les tarifs et les calculs des taux d'interconnexion organisé pour les pays de l'Afrique orientale et australe par l'UIT à Windhoek, Namibie. L'objet de l'atelier a été de monter un essai du *Tariff Group for Africa Model Software* développé par l'UAT, et ce, en vue de répondre aux exigences de la réforme des taux de comptabilité.

Puis en mars 2001, le secrétariat a participé à la troisième réunion du Comité Ministériel de Surveillance tenue à Cape Town, en Afrique du Sud. La réunion a délibéré sur le programme de travail de l'UAT, le cadre commercial d'*African Connection*, la déclaration millénaire des Nations Unies (groupe de travail sur les TIC), le groupe de travail sur les opportunités digitales et la déclaration proposée par le Sommet de l'OUA sur les TIC.

Comité Ministériel de Surveillance, Cape Town, Afrique du Sud, Mars 2001.



Les Activités du Partenariat Global...

En septembre 2000, le secrétariat a été représenté à l'Assemblée Mondiale de la Standardisation des Télécommunications qui a eu lieu à Montréal, Canada. À travers sa coordination efficace et ses stratégies de lobby, l'UAT a favorisé l'élection d'un bon nombre d'experts africains aux positions clés dans la gestion de l'Assemblée et au Programme d'Étude 2000-2004.

Puis en novembre, le secrétariat a participé au *Development Symposium for Regulators* qui a eu lieu à Genève, Suisse. C'était une opportunité exemplaire pour s'éclaircir sur...

- les tendances en structuration et en réforme des marchés ;
- des questions régulateurs concernant les portables de troisième génération;
- les enjeux auxquels fait face le secteur régulatrice ; et
- les modalités pour la coopération à travers l'établissement des associations régulatrices.

Aussi en novembre, le secrétariat a assisté à *Partnership Roundtable* pour les pays en voie de développement, organisée sous l'auspice du plan d'action de l'UIT/BDT. Cette réunion visait la mise en valeur du développement des télécommunications. Suivant une réponse faible de la part des donateurs principaux, l'UAT a appris que...

- les donateurs sont fatigués, et aucune aide n'est probable ;
- les institutions de financement multilatéral ont changé leurs politiques concernant l'aide pour pays en voie de développement ;
- les pays africains devraient se fier à eux-mêmes en mettant l'accent sur la réforme, afin d'attirer les investissements privés.

Profitant de la même occasion, le secrétariat, plus tard, a participé à la conférence de *Secure E-commerce Partnership*. À cette occasion, le secrétariat a évalué les tendances actuelles en matière de sécurité de l'Internet et de commerce électronique en général.

Et en février 2001, le Secrétaire général a participé à la 5^{ème} réunion du Groupe Consultative pour le Développement des Télécommunications. La réunion a approuvé les initiatives de l'UAT pour l'harmonisation des politiques et des cadres régulateurs.

Bref aperçu...

l'Assemblée Mondiale de la Standardisation des Télécommunications, Montréal, Canada, Septembre 2000

Forum du Développement pour les Régulateurs;

Séminaire des Partenaires de Pays en voie de Développement;

Conférence de *Secure E-commerce Partnership*;

Genève, Suisse, Novembre 2000

5^{ème} réunion du Groupe Consultative pour le Développement des Télécommunications, Genève, Suisse, Février 2001.



Les Finances : revenus, dettes arriérés, dépenses, relevé de...

Les revenus

\$740.084,39

Le budget adopté par le Conseil Administratif pour l'année financière 2000-2001 s'élevait à 833.635 dollars américains. De ce montant, \$220.678,39 ont été reçu.

Une somme de \$243.906,00 pour les dettes arriérées était reçue pour la contribution annuelle ; \$16.000,00 pour les fonds de restructuration ; et \$250.000,00 comme contribution volontaire.

Les contributions reçues de 15 États membres et 2 membres associés s'élevaient à \$740.084,39 en termes de contributions arriérées, courantes, spéciales et volontaires.

Les contributions dues

\$10.330.744,82

L'UAT dépend de la contribution des membres pour mener ses opérations, beaucoup d'entre eux n'ayant pas honoré leurs engagements depuis un temps considérable. Le 31 mars, 2001, les contributions non remises s'élevaient à \$10.330.744,82 s'accumulant...

- des contributions annuelles précédentes: \$7.906.744,82;
- d'un compte spécial pour la restructuration: \$124.000 ;
- des contributions volontaires: \$ 2.300.000,00.

Les dépenses

\$567.503,43

Du budget approuvé, \$298,189.73 étaient déboursé sur l'exécution du programme de travail de l'année 2000-2001, et \$269.313,70 pour régler les dettes et les obligations de l'année précédente envers le personnel.

Les dettes

\$1.246.688,63

En début de l'année, les dettes envers le personnel s'élevaient à \$1.481.837,00.

Pendant cette période, un montant de \$235.148,37 était payé au personnel comme des dettes arriérées de salaires et de la pension alimentaire.



Le relevé des activités de l'Union

Les Revenus :	\$	
Provision budgétaire		220.678,39
Contributions arriérées pour l'année		243.906,00
Fonds de restructuration		16.000,00
Contributions volontaires		250.000,00
Montant des revenus		740.084,30
Dépenses :	\$	
Programme de travail		298.189,73
Dettes et obligations envers le personnel pour l'année précédente		269.313,70
Montant des dépenses		567.503,43

Le relevé de la situation financière

Apports fixes	\$	57.293,00
Contributions recevables		1.122.554,00
Autres débiteurs		4.305,00
Soldes en banque et argent liquide		25.967,00
Montant des actifs de roulement		1.152.826,00
Dettes à court terme	\$	
Envers le personnel		1.266.587,00
Contributions reçu d'avance		201.306,00
Créanciers divers		32.195,00
Montant des dettes à court terme		1.500.088,00
Montant nette des actifs de roulement / (dettes à court terme)		(347.262,00)
Montant nette des apports fixes / (dettes à court terme)		(289.969,00)
Financé par General fund balance/(déficit)		(289.969,00)

Pour l'année finissant le
31 mars 2001

Comme en mai le 31,
2001 (Vérfifié)



Les Abréviations...

BAD	Banque Africaine du Développement
PCA	Propositions Communes Africaines
AFRALTI	African Advanced Level Telecommunication Institute
TAP	Télécommunauté Asie Pacifique
CMTA	Conseil des Ministres de la Télécommunication
UAT	Arabe Union Africaine des Télécommunications
CEN-SAD	Community of Sahel-Saharan States
CEPT	Conférence Européenne des administrations des Postes et Télécommunications
CITEL	Commission Inter-Américain des Télécommunications
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa (Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe)
CPL	Conférence des Plénipotentiaires
RPC	Réunion Préparatrice de Conférence
CEA	Commission Économique des Nations Unies Pour l'Afrique
ECOWAS	Economic Community for West African States
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
IGAD	Intergovernmental Authority in Development
UIT	Union Internationale des Télécommunications
MOU	Memorandum of Understanding
NEPAD	New Partnership for Africa's Development
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
UPPA	Union Postale Pan-Africain
PEG	Preparatory Expert Group
CP	Conférence Plénipotentiaire
AR	Assemblée de la Radiocommunication
RASCOM	Regional African Satellite Communication Organisation (Organisation de la Communication Régionale du Satellite Africain)



RCC	Regional Commonwealth in the field of Communications
CERs	Communauté Économique Régionale
RRC	Regional Radio Conference
CDAA	Communauté pour le Développement de l'Afrique-Australe
UNIDO	United Nations Industrial Development Organisation (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel)
URTNA	Union of National Radio and Television Organisation of Africa
WRC	World Radiocommunication Conference
WSIS	World Summit on the Information Society
WTDC	World Telecommunication Development Conference
WTSA	World Telecommunications Standardisation Assembly